

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES

RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

Rédaction et administration :
18, rue d'Enghien, PARIS-X^e
TELEPHONE : PROVENCE 15-21
Inter : PRO 93-80

DIRECTEUR : MARCEL CACHIN, sénateur de la Seine

VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1944

41^e année — Numéro 32
(Nouvelle série)
LE NUMÉRO : 2 FRANCS

Dans une ville allemande proche du front l'armée se révolte contre Hitler

Un officier supérieur allemand qui n'a pas révélé son nom a annoncé, tard dans la nuit, au cours d'une émission, qu'il avait pris le pouvoir dans une ville voisine du front.

Cet officier supérieur a prononcé une allocution dans laquelle il a d'abord décrit l'état lamentable des troupes allemandes qui refluent et que les nazis obligent, sous la menace des mitrailleuses, à retourner dans la zone de combat.

Il a déclaré agir dans l'intérêt de l'Allemagne, pour que son pays ne meure pas. « La guerre est perdue. Il ne reste qu'une chose à faire : hâter la rentrée des troupes épuisées. »

LES DROITS du Conseil National de la Résistance

par Marcel CACHIN

Nous sommes des partisans résolus de l'unité française en face de l'ennemi. Il n'est pas encore complètement écarté. Des dizaines de mille de soldats hitlériens fatigués résistent encore à la pression des héros F.F.I. qui achèvent de délivrer le sol de la patrie. Des milliers d'Allemands en civil grossissent les bandes de bandits miliciens font toujours le coup de feu dans Paris, sa banlieue et en province.

La nécessité de la lutte contre les bandes d'assassins et contre les débris de l'armée d'occupation exige le front uni de tous les Français. Dans ces conditions, nous ne sommes pas de ceux qui prendraient la décision de rompre l'union nationale.

Nous n'en sommes que plus libres pour protester contre certaines récentes initiatives des bureaux qui sont, à nos yeux, franchement déplorables. La dernière en date rétablit purement et simplement, non seulement la censure sur les opérations de guerre, la censure politique. C'est vraiment un comble, au moment même où l'on a résolu de rendre la liberté à la presse française. Mais ce qui aggrave encore l'affaire, c'est que, dans l'espèce, la censure a interdit au C.N.R. de s'adresser au peuple de France.

Nous sommes contraints d'élever ici notre protestation la plus vive. Un journal de la Résistance La France Libre (il fut seul, d'ailleurs, à justifier la censure) tente en vain une explication, qui est, à nos yeux, tout à fait sans force. Il invoque la Constitution républicaine, aux termes de laquelle, dit-il, l'autorité est exercée par le gouvernement « qui ne saurait accepter à côté de lui un autre organisme d'exécution ».

Voilà une note de bureaucratie aussi éloignée qu'on peut l'être de la vie et du milieu populaire de ce moment. C'est la condamnation même des organes de la Résistance. Or, n'est-ce pas sur eux que le gouvernement s'est toujours appuyé jusqu'à présent ? N'est-ce pas répété aux dirigeants du C.N.R. que les portes des ministères leur étaient ouvertes de jour et de nuit ? Et c'était juste ! Car, autrement, c'est la rupture avec le peuple français qui vient de jouer le rôle décisif dans la délivrance de la Nation.

Il était, semble-t-il, entendu par tous que le C.N.R. était un pouvoir central de contrôle politique, émané de la Nation en lutte, un grand conseil politique dont la nécessité s'imposait ! Le peuple français qui a résisté et sauvé le pays est représenté directement en ce grand conseil, qui est son expression la plus haute. Censurer ses décisions, l'empêcher de dire son avis sur les essentielles décisions politiques de cette heure historique, c'est, pour nous, une erreur dont les conséquences pourraient être fort lourdes. Nous persistons à penser que le gouvernement rappellera à l'ordre les auteurs de cette malencontreuse incompréhension du réel.

Nous déplorons que cet acte de défiance se produise un mois jour pour jour après le début de la bataille insurrectionnelle du 20 août, qui permit au peuple de Paris de sauver seul notre grande capitale révolutionnaire.

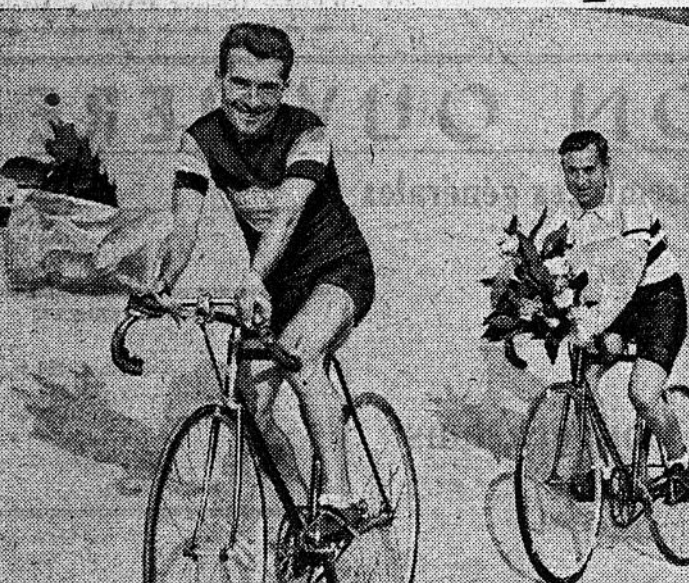
Le gouvernement ne peut pas tolérer de tels attentats contre la volonté populaire et contre la liberté de la presse. Il ne peut recevoir d'appui sérieux et durable que dans le peuple de France lui-même, qui ne lui a pas refusé sa confiance. Et pour qu'il conserve les liens qui le rattachent au peuple, il faut fermer l'oreille aux voix des sirènes du passé sinistre.

Les trusts menacés, les divers groupements de réaction, les chefs de certaines administrations, qui, hier encore servaient Vichy, bref, tous les privilégiés de l'ancien régime restent encore puissants. Ils ne manquent pas de moyens de persuasion. Ils attendent leur heure et sans doute voudraient-ils la hâter !

Mais le gouvernement doit être convaincu que s'il ne représentait pas la majorité de l'opinion française, il s'effondrerait lui-même. Il perdrait le meilleur de son prestige et de sa force. Il ne peut se faire le champion d'une minorité. Sa seule règle doit être de faire confiance au peuple ardent qui lui fait crédit. Et, il le sait, le peuple français a la ferme volonté de ne pas revenir en arrière. Il a trop souffert de l'ancien régime dans la paix et pendant la guerre pour tolérer aujourd'hui un retour au passé. Il exige avec force sa place au soleil. Il veut un changement profond dans toutes les vieilles institutions qui ont donné les preuves de leur décadence et de leur malaisance.

Sans doute, le peuple consulté le plus tôt possible après le retour des prisonniers et des déportés fixera seul lui-même son destin. D'ici là, le gouvernement provisoire ne peut qu'assurer la vie du pays sans prendre de décisions définitives. Surtout il ne peut enlever la parole aux meilleurs des Français qui composent les assemblées de Résistance. Nous n'hésitons pas à dire qu'il y aurait péril certain si l'on renouait à considérer les hommes éprouvés de la Résistance comme les conseillers les plus autorisés de la politique de transition entre Vichy et l'état de choses radicalement nouveau de demain.

Dimanche à la Cipale

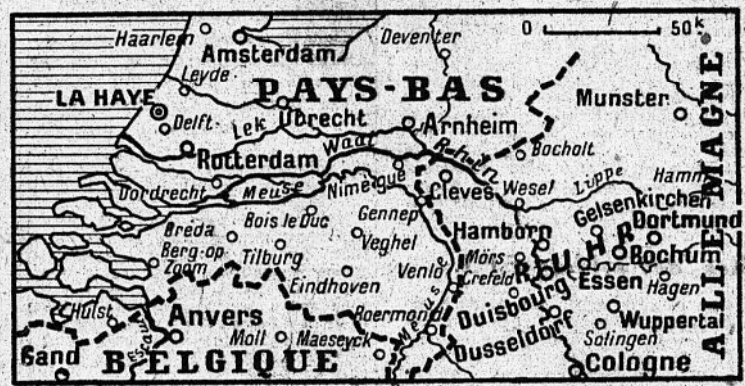


Appréhensions par la grande foule des sportifs parisiens, MARREC et DUPRIEZ se défont, après-demain, dans l'épreuve de demi-fond des critères qui fera disparaître la F.S.G.T. sous le patronage de « L'Humanité ». Notre rédacteur en chef, Georges COGNROT, prononcera une allocution au cours de cette belle réunion des cyclistes travailleurs.

Sur les bouches du Rhin la bataille est gagnée

AVANCE ALLIÉE AU PIED DES VOSGES

Près de 5.000 localités libérées en 5 jours par les troupes soviétiques dans les pays baltes



Théâtre des opérations sur le Rhin inférieur (Service cartographique de l'Humanité)

En traversant le Waal et en menaçant Arnhem, sur le Leek, l'autre bras du Rhin, les blindés du général Dempsey ont remporté un succès d'une importance considérable.

La ligne Siegfried va se trouver entièrement tournée, et de loin ; aucune barrière, tant soit peu efficace ne s'opposera plus au débordement des Alliés vers le centre industriel vital du Reich : le bassin de la Ruhr.

La radio allemande a beau prétendre que la principale ligne de défense n'est plus la ligne Siegfried, mais la ligne du Rhin, elle ne peut cacher la terreur qui saisit les dirigeants nazis. Hitler sait bien que les quelque trente divisions aux effectifs réduits dont il dispose sur ce front ne pourront tenir longtemps, malgré leur résistance acharnée et leurs contre-attaques furieuses.

Les Alliés, en remontant la vallée du Rhin, déjouent le plan de défense allemand, pénétrant au cœur de l'arsenal nazi, sur le point de porter un coup décisif au III^e Reich hitlérien, cependant



Unis pour la victoire ! Sur un aérodrome russe utilisé par l'aviation yankee, ces deux soldats, l'un soviétique, l'autre américain, se serrent fraternellement la main.

(Photo Presse Libération, Service Informations Alliées.)

UNE CONFERENCE DE FELIX GOUIN sur l'Assemblée consultative

Le président de l'Assemblée consultative a donné hier aux journalistes quelques précisions sur le fonctionnement de cette assemblée et a brièvement récapitulé les principaux débats qui s'y sont déroulés. Il a, en particulier, rappelé qu'à chacune de ses sessions l'Assemblée a insisté auprès du gouvernement pour intensifier l'aide à la résistance métropolitaine en armement et en équipant les F.F.I. et qu'elle s'est prononcée pour la reconstitution et le réarmement rapides de l'armée française.

Sur le problème de l'épuration, la position de l'Assemblée n'a pas été moins nette : il faut frapper impitoyablement, à son avis, les chefs de la trahison, si haut placés et si bien couverts qu'ils soient.

Pour terminer son exposé, le président de l'Assemblée a montré combien le fonctionnement de cette dernière a impressionné favorablement les grandes démocraties anglo-saxonnes et combien elle a contribué à la faire avancer du côté anglo-saxon la reconnaissance du gouvernement provisoire de la République, qui est depuis longtemps un fait accompli en ce qui concerne l'U.R.S.S.

Le Parti socialiste de Cuba au Parti communiste français

Le secrétaire du Parti Communiste Français a reçu hier le télégramme suivant :

La deuxième assemblée nationale du Parti socialiste populaire félicite votre héroïque Parti pour la libération de sa Patrie et pour les progrès de l'unité nationale en vue de hâter la renaissance de la France grande et admirée, dont la contribution sera si importante dans l'organisation de la paix et le maintien de la liberté.

Le Président : Juan MARINELLO.

« La politique de l'U.R.S.S. obéit au désir de vivre en paix avec tous ses voisins »

déclare Radio-Moscou à propos de l'armistice avec Helsinki.

Les commentateurs britanniques soulignent la modération des conditions imposées à la Finlande par la convention de Moscou. Au sujet du paiement d'une indemnité annuelle de cinquante millions de dollars pendant six ans, le rédacteur diplomatique de Reuter écrit : « Il faut se rappeler aussi qu'au cours de cette guerre, la Finlande a trahi des sommes bien supérieures à l'indemnité pour continuer à soutenir la cause de l'Allemagne. » (Suite en 2^e page.)

CHURCHILL A MOSCOU ?

Londres, 21 septembre. — L'Agence Reuter reproduit une dépêche du D.N.E. annonçant que le Premier britannique serait parti pour Moscou immédiatement après la conférence de Québec. Cette nouvelle n'a pas été confirmée par les services officiels alliés.

Arrivée de Bogomolov à Alger

Alger, 21 septembre. — Bogomolov, ambassadeur de l'U.R.S.S. auprès du Gouvernement provisoire de la République française, venant de Moscou, est arrivé ce matin à Alger.

Un groupe de parachutistes français, appartenant au 2^e régiment de chasseurs parachutistes, unité qui, le 6 juin, débarqua en Bretagne, vient de faire parvenir au Parti Communiste Français la somme de 10.000 francs, afin qu'il continue son action patriotique.

« Satisfait d'armer l'occupant »

Nous avons présenté hier le président du conseil d'administration des Etablissements Hotchkiss, M. Boyer, nous avons fait connaître les aveux qu'il a passés le 29 août devant la délégation syndicale qui lui rendait visite. Nous avons cité les paroles par lesquelles il reconnaissait avoir renfloué la maison qu'il dirige, grâce aux commandes allemandes et grâce à la concentration opérée, dans la branche, pour la commodité de l'envahisseur.

Il faudrait une colonne de notre journal pour publier le détail des ordres de travail sollicités et obtenus de la Wehrmacht. Donnons seulement quelques idées de l'importance des services rendus par Hotchkiss à l'envahisseur.

SEPT CENT SOIXANTE. ET UN chars entièrement réparés ou transformés en chars-canon, en tracteurs d'artillerie, etc. Cent tonnes par mois de pièces détachées pour chars. Sept cent cinquante moteurs Rosenbauer finis à l'usine.

Les conditions de travail, modifiées du tout au tout pour augmenter le rendement, par la création d'un Service des méthodes, par l'obligation des 60 et 70 heures hebdomadaires, par la suppression du repos du dimanche et des jours de fête.

Tout dernièrement, le 15 août, alors que les armées françaises et alliées approchaient de Paris, la direction intensifiait la besogne au Service de réparation des chars, en promettant aux ouvriers triple salaire, vin et cigarettes.

Le chef du Service des méthodes, M. Viau, domicilié 51, boulevard de la Chapelle, à Paris, poussait sans arrêt à l'accélération de la cadence, obligeait sous la menace du licenciement, les femmes de prisonniers à travailler le dimanche

par Georges COGNROT

pour accroître la puissance de l'ennemi et prolonger le martyre de leurs maris.

Soit, dira quelqu'un. Mais ce M. Boyer, ce M. Viau, sans doute, cédaient eux-mêmes à une contrainte allemande, et n'agissaient qu'à contre-cœur.

A ceux qui penseraient ainsi, nous soumettons la déclaration que le président du conseil d'administration Boyer faisait le 4 janvier 1941 à une réunion de vieux ouvriers et d'agents de maîtrise :

« Messieurs, je suis PARTICULIÈREMENT SATISFAIT d'avoir, un mois après la reprise du travail, SORTI LE PREMIER CHAR POUR L'OCCUPANT. »

Quant à M. Viau, c'est lui qui organisait, au bénéfice de l'ennemi, la délation à l'intérieur de l'entreprise, trahissant les patriotes coupables d'obéir aux ordres de sabotage de la production lancés par le Comité Français de la Libération Nationale.

L'agence de police privée Guillaume, sise 29, rue Bergère, et à

ce cabinet, le mouchard Leroy, prétendument employé par les Etablissements Hotchkiss à la lutte contre le vol, pourraient peut-être donner à la justice des informations intéressantes sur la façon dont les Boyer, les Viau, les Rémont s'y prenaient pour rechercher dans l'usine les distributeurs de tracts nationaux.

La justice sait tout cela. La justice prend son temps...

Un mois après la libération de la capitale, pas encore un seul procès contre les trahis !

Comme elle retient dans nos mémoires, la lettre qu'envoyait à la Convention tel représentant en mission chargé de châtier en 93 les agents de l'ennemi :

« J'ai supprimé tous les certificats de civisme donnés jusqu'à présent... »

« J'ai renouvelé le tribunal : il était composé de vieilles têtes à perruques. J'ai remplacé ce vieux régime par des patriotes : un vigneron, un cordonnier, un menuisier ont été nommés, aux cris mille fois répétés de : « Vive la Montagne ! »

« J'ai renouvelé l'administration du district : elle était mauvaise... »

Nous aussi nous demandons des vignerons, des cordonniers, des menuisiers pour aider les juges patriotes, pour suppléer les indigents.

Paris veut une justice allant au même pas que les héros auxquels il devait, il y a un mois, sa libération.

Le pas de charge contre les Boches et leurs auxiliaires.

LES VIEUX ATTENDENT...

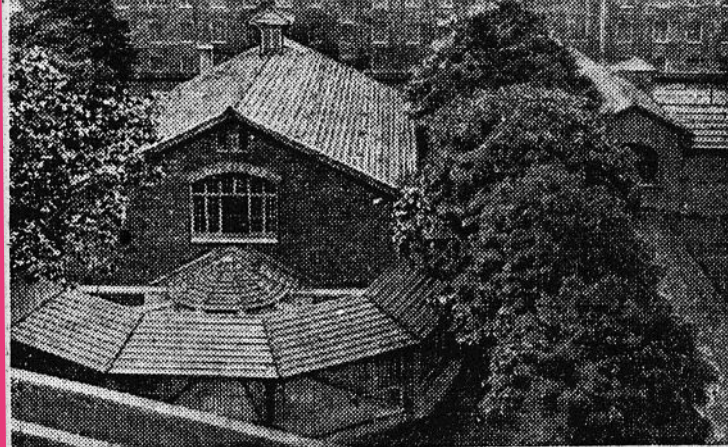


... et nous écrivons pour nous exprimer leurs trop légitimes doléances. Nos lecteurs trouveront en 2^e page cet émouvant courrier.

André TOLLET dénonce les scandales des prisons

A FRESNES-PALACE traitement douillet pour les préfets de Hitler

Bouffet et Bussièrès



Cette « cour » de la prison de Fresnes, où tant de nos frères, parce qu'ils avaient commis le crime d'être patriotes, ont vécu des heures sombres, est beaucoup plus accueillante aux complices des nazis qui la hantent actuellement.

Aujourd'hui, à 17 h. 30
Salle des Sociétés savantes
28, rue Serpente

Manifestation du Souvenir

En l'honneur des avocats fusillés
ANTOINE HAJJE
GEORGES PITARD



MICHEL ROLNIKAS
organisée par le Front national des Juristes
sous la présidence
de M. JOS. NORDMANN
secrétaire général du F.N.J.

Prendront la parole :
Marcel WILLARD, ancien secrétaire général du ministère de la Justice.
M. de CHAUVERON, membre du Conseil de l'Ordre des avocats, président du Comité directeur du Front national des Juristes.
M. MORNET, président honoraire de la Cour de Cassation.
Georges COGNROT, député de Paris, camarade d'internement des fusillés.
M. Jacques CHARPENTIER, bâtonnier de l'Ordre des avocats.

« Est-il possible que ces individus gardent les ennemis du peuple ? »
De nombreux renseignements m'ont été fournis par quelque surveillants qui furent eux aussi de la Résistance et rendirent de grands services aux patriotes emprisonnés.

C'est ainsi que j'apprends qu'un économiste qui, en septembre 1941, avait sur les épaules une grosse affaire de détournement de papiers de terre qu'il faudrait bien éclaircir un jour, est toujours dans son fauteuil.

Au cours de cette visite, j'ai vu mes yeux, dans le poste de premier surveillant à la première division, un certain Bessagère, collaborateur notoire, un homme qui le fusil à la main, allait rattraper Todeiros, un détenu évadé, patriote du deuxième bureau, pour le faire mettre à mort. J'ai vu leurs postes tous les surveillants qui contribuent à sa capture.

Georges ROYER.

(Suite en 2^e page.)

Sur les marches de la Lorraine

AVEC LE 1^{er} RÉGIMENT DE PARIS

III. - Les F. F. I. école de discipline et d'unité

« Halte-là ! Qui vive ! ». C'est ainsi, de place en place. Les soldats de Paris sont vigilants. Le colonel est satisfait. Il a bien fait quelques rémontrances amicales, mais il sait le dévouement de ses hommes. Il est indulgent. Beaucoup de ceux qui montrent la garde aujourd'hui n'avaient jamais fait de service militaire.

On veut se battre
Le lendemain matin des gars reviennent d'une longue course. Ils se plaignent et gémissent. Ils ont rencontré le colonel Fabien. Ils lui parlent :

« Pas de souliers, mon colonel. On est en route depuis trois jours, presque sans manger. On n'a pas de capote... »

« Bien sûr, mon colonel, au front et tout l'arranger ! »
« Les gars alors sont partis. »

« Si on se bat, on ne demande plus rien. »

Qu'est-ce que les F. F. I. ?
Nous étions en voiture, arrêtés par un pont. La route était coupée par les destructions boches. Le lieutenant et un détachement, partis en reconnaissance, me laissent seul au milieu des petits gars du village. Le plus vieux a 8 ans :

« Vous êtes un F. F. I. ? »
« Oui, mais tu sais ce que signifie F. F. I. ? »

« C'est un homme avec un fusil qui tire sur les voitures allemandes. »
Les F. F. I. en Lorraine ont fait aussi leur devoir, puisque ce petit a vu tirer.

Le colonel vient à la discipline
« Montons vite si le vin est bon ! »
On est gai ce soir, au réfectoire on trappe des pieds, on choque les verres, on joue des timbales, on chante « La Madelon vient nous servir à boire. »

Le colonel s'inquiète.
« Oui, mon colonel ! On a acheté un litre de vin pour deux, chez le marchand de vin en gros. »

« Vous avez payé ? »
« Oui, mon colonel ! Avec nos sous ! »

Roland DIQUELOU.
(Suite en 2^e page.)

Il faut arracher tous les masques

Dans son faux bureau de l'Intelligence Service

WIETT agent de la Gestapo ÉPURAIT

pour son propre compte

Le SS LAFFONT veut être traité comme prisonnier de guerre !



Un des nombreux déguisements du marquis de WIETT.

Il n'est, pour ainsi dire, aucun des personnages arrêtés par le quai de Gesvres qui n'ait essayé de faire croire qu'il était au service de la Résistance.

Certains s'étaient fait inscrire aux F. F. I. ; d'autres, les plus audacieux et les plus habiles, ont vu beaucoup de fausses lettres, de faux timbres de l'Intelligence Service, et des 25 août, pour prouver son zèle, il commençait à arrêter des collaborateurs (il n'avait que l'embaras du choix parmi ses connaissances).

C'est ainsi qu'il amena chez lui la secrétaire et amie intime de l'Allemand Bosch, le bien nommé, une nommée Suzanne BOUQUET, et se mit à l'interroger dans les formes.

Mais on devine qu'il ne comptait certainement pas se borner aux vrais collaborateurs. Son intérêt évident n'était-il pas, avant tout, de mettre hors d'état de nuire les patriotes qui savaient trop de choses sur lui, pouvaient le reconnaître et le dénoncer ?

(Suite en 2^e page.)

